RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

EXPÉDITION

DÉCISION N° CI-2021-EL-038/10-02/CC/SG

du 10 février 2021 relative à la requête de Monsieur GOUNI Bi Botty Julien, aux fins de contestation de l'inscription de la candidature de Monsieur GOHOUROU Ziallo Claude-François sur la liste des candidats retenus à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Vu la Constitution ;

Vu le Code électoral ;

Vu la Loi organique n° 2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu le décret n° 2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

Vu l'ordonnance n°002/2021/CC/SG/Dj portant intérim du Président du Conseil constitutionnel en date du 14 janvier 2021 ;

Vu la requête en date du 05 février 2021, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel, le même jour, sous le numéro 034/2021 de Monsieur GOUNI Bi Botty Julien ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le rapporteur ;

Considérant que par requête du 05 février 2021, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le même jour, sous le numéro 034/EL/2021, Monsieur GOUNI Bi Botty Julien, électeur dans la circonscription électorale de Koumassi, a saisi le Conseil constitutionnel pour contester l'inscription de Monsieur GOHOUROU Ziallo Claude François sur la liste provisoire des candidats retenus à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021, aux motifs que le susnommé tombe sous le coup de l'article 4 alinéa 2 du code électoral notamment qui indique que ne sont pas électeurs, les individus frappés d'incapacité ou d'indignité et les individus condamnés à une peine d'emprisonnement sans sursis pour abus de confiance ;

Considérant qu'au soutien de sa requête, il expose que Monsieur GOHOUROU Ziallo Claude François fait l'objet d'une condamnation définitive de vingt (20) ans pour abus de confiance ;

Qu'il verse au dossier, une copie de sa carte d'électeur et une copie de l'arrêt n°204.Pe/99 du 09/01/2018 de la Cour de cassation dont le dispositif est le suivant : « Par ces motifs, Casse et annule l'arrêt contradictoire n°645 du 27/07/ 2016 de la Cour d'Appel d'Abidjan en ce qu'elle condamne GOHOUROU Ziallo Claude François pour blanchissement de capitaux ;
Renvoie la cause et les parties devant la même Cour d'appel autrement composée pour y être statué à nouveau » ;

Que le requérant articule que cette décision fait perdre sa qualité d'électeur à Monsieur GOHOUROU Ziallo Claude François, conformément à l'article 4 alinéa 2 du code électoral précité et par conséquent, celle de candidat à l'élection législative du 6 mars 2021 ;

Considérant qu'en réponse, le mis en cause reconnaît avoir fait l'objet d'une condamnation dans un procès pénal mais il précise que ledit procès suit son cours puisque l'affaire est encore pendante devant la Cour d'appel d'Abidjan autrement composée telle qu'il ressort de l'arrêt de la Cour de cassation du n°204.Pe/99 du 09/01/2018 suscitée qui a cassé la décision de condamnation de la Cour d'Appel d'Abidjan et renvoyé l'affaire devant la même Cour autrement composée ; qu'il verse au dossier comme pièce justificative, un exploit de remise de convocation portant sur la même affaire datant du 04 décembre 2020 ; qu'il termine en demandant à la haute juridiction de déclarer la requête de Monsieur GOUNI BI Botty Julien mal fondée ;

Considérant en la forme que la requête a été introduite dans les forme et délai légaux ;

Qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

Considérant dans le fond, **que** l'article 4 alinéa 3 ne vise que les condamnations devenues définitives, parce que non susceptibles de voies de recours ;

Considérant qu'en l'espèce, les pièces produites au dossier montrent manifestement que toutes les voies de recours n'ont pas été épuisées, et que, l'affaire est encore pendante devant la Cour d'appel d'Abidjan, autrement composée ;

Qu'il convient de déclarer la demande de Monsieur GOUNI Bi Botty Julien mal fondée et de la rejeter ;

DÉCIDE :

Article premier : Déclare la requête régulière et recevable en la forme ;

Article 2 : Dit la requête mal fondée et la rejette ;

Article 3 : Dit que la présente décision sera notifiée aux parties ainsi qu'à la Commission Electorale Indépendante et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du mercredi 10 février 2021 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Jacqueline LOHOUÈS-OBLE

Ali TOURÉ

Vincent KOUA DIÉHI

Assata KONÉ épouse SILUÉ

Rosalie KINDOH KOUAMÉ épouse ZALO

Mamadou SAMASSI

Conseiller, Président par intérim

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Assistés de Monsieur CAMARA Siaka, Secrétaire général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président par intérim.

Le Secrétaire général

Le Président par intérim

CAMARA Siaka

Jacqueline LOHOUÈS-OBLE

POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME À LA MINUTE

Abidjan, le 10 février 2021

Le Secrétaire général

CAMARA Siaka